



# CONSEIL DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

## Session 1994-1995

---

SEANCE DU JEUDI 6 AVRIL 1995

---

## COMPTE RENDU INTEGRAL

### SOMMAIRE

---

	Pages
<i>Excusés.</i> . . . . .	5
<i>Ordre du jour</i> (modification) . . . . .	5
<i>Questions d'actualité</i> (art. 65 du règlement)	
Questions adressées à Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement:	
— Question de M. Cheron: Subsidiation et reconnaissance des plaines de jeux en Communauté française . . . . .	5
— Question de M. Liesenborghs: Reconnaissance des organisations représentatives des étudiants . . . . .	5
Questions adressées à M. Tomas, ministre du Budget, de la Culture et du Sport:	
— Question de M. Cheron: Avant-projet d'arrêté de coordination des dispositions d'application du décret du 8 avril 1976 relatif aux organisations d'éducation permanente. . . . .	6
— Question de M. Germain Dufour: Commémoration du 13 <sup>e</sup> centenaire du martyr de Saint-Lambert . . . . .	6
Questions adressées à M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel:	
— Question de M. Liesenborghs: Paiement du personnel mi-temps ACS dans l'enseignement fondamental . . . . .	7
— Question de M. Biefnot: Diffusion par la RTBF d'une séquence intitulée «Pas de question sans réponse» . . . . .	7
— Question de M. Germain Dufour: Précautions à prendre à l'occasion des déplacements et échanges scolaires . . . . .	8

	Pages
— Question de M. Germain Dufour: Mesures de sécurité pour les transports scolaires en autobus . . . . .	9
— Question de M. Liesenborghs: <i>Med Consult</i> . . . . .	9
— Question de M. Vaes: Répartition des dotations 1995 du Fonds des bâtiments scolaires entre les différentes provinces et les sociétés de gestion . . . . .	10
 <i>Projet de décret portant des mesures urgentes en matière d'enseignement</i>	
Discussion générale . . . . .	10
Orateurs: MM. Deghilage, Séneca, rapporteurs, Liesenborghs, Biefnot, Ph. Charlier, Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel.	
Examen et vote des articles . . . . .	14
 <i>Projet de décret approuvant la convention du 13 janvier 1995 relative à la cession par la Communauté française de ses droits dans le domaine Solway à la Hulpe à la Région wallonne</i>	
Discussion générale . . . . .	20
Orateur: M. Saussus, rapporteur.	
Examen et vote des articles . . . . .	21
 <i>Proposition de décret instaurant le congé politique pour être membre du Conseil ou du Gouvernement de la Communauté française</i>	
Discussion générale . . . . .	21
Orateurs: Mme la Présidente, MM. Mairesse, rapporteur, Cheron, Monfils, Janssens, Ph. Charlier.	
Examen et vote des articles . . . . .	23
Vote réservé sur l'amendement . . . . .	23
 <i>Proposition de décret instaurant le congé politique pour être membre d'une assemblée législative ou d'un Gouvernement fédéral, wallon, bruxellois, flamand, germanophone et, pour le personnel des organismes paracommunautaires, du Conseil ou du Gouvernement de la Communauté française</i>	
Discussion . . . . .	24
Oratrice: Mme la Présidente.	
Examen et vote des articles et du nouvel intitulé . . . . .	24
Vote réservé sur l'amendement . . . . .	24
 <i>Proposition de modification du règlement du Conseil</i>	
Discussion . . . . .	25
Oratrice: Mme la Présidente.	
Examen et vote des articles . . . . .	25
 <i>Proposition de modification du règlement du Conseil</i>	
Discussion . . . . .	25
Oratrice: Mme la Présidente.	
Examen et vote de l'article unique. . . . .	25

	Pages
<i>Proposition de résolution relative à la présence des Communautés et des Régions au Conseil interparlementaire consultatif de Benelux</i>	
Discussion . . . . .	26
Orateur: M. Perdieu.	
Vote réservé sur l'amendement . . . . .	26
<i>Commission nationale permanente du Pacte culturel</i> (remplacement d'un membre) .	27
<i>Question orale</i> (art. 64 du règlement) de M. Grimberghs à M. Tomas, ministre du Budget, de la Culture et du Sport, relative « aux modifications envisagées à la réglementation applicable pour les centres de jeunes » . . . . .	27
Orateurs: MM. Grimberghs, Tomas, ministre du Budget, de la Culture et du Sport.	
<i>Interpellations</i> (art. 59 du règlement)	
— de M. Liesenborghs à M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, sur « la formation continuée et maîtres de stages » . . . . .	29
Orateurs: MM. Liesenborghs, Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel.	
— de Mme Lizin à M. Lebrun, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales, concernant « la position de la Communauté française suite à l'évolution rapide de la situation politique au Burundi » . . . . .	32
Orateurs: Mme Lizin, M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel (remplaçant M. Lebrun, empêché)	
<i>Communication de Mme la Présidente.</i>	
Statut futur de la section de la Communauté française de Belgique de l'AIFLF .	33
Orateurs: M. Nothomb, Mme la Présidente.	
<i>Votes nominatifs:</i>	
— sur le projet de décret fixant des mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale	
Votes réservés . . . . .	34
Orateurs: MM. Liesenborghs et Severin.	
Vote sur l'ensemble . . . . .	37
Orateur: M. Monfils.	
— sur l'ensemble du projet de décret modifiant le décret du 30 mars 1983 sur l'organisation des établissements de soins dans la Communauté française .	37
— sur l'ensemble du projet de décret portant assentiment de l'accord culturel entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement de la République du Chili, conclu à Bruxelles le 11 janvier 1994. . . . .	37
— sur l'ensemble du projet de décret portant assentiment de l'accord de coopération conclu entre la Communauté française de Belgique et le Gouvernement de la Vallée d'Aoste, signé à Aoste le 3 février 1994 . . . . .	37
— sur le projet de décret modifiant certaines dispositions dans la législation sur l'enseignement secondaire	
Votes réservés . . . . .	38
Vote sur l'ensemble . . . . .	38
Orateur: M. M. Harmegnies.	

	Pages
— sur l'ensemble du projet de décret modifiant le décret de la Communauté française du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels . . . . .	39
Oratrice: Mme Lizin.	
— sur le projet de décret constituant le groupe des Institutions publiques de protection de la jeunesse. . . . .	39
Orateurs: MM. Monfils, Decroly.	
Votes réservés . . . . .	39
Vote sur l'ensemble . . . . .	40
— sur l'ensemble du projet de décret portant des mesures urgentes en matière d'enseignement . . . . .	40
— sur l'ensemble du projet de décret approuvant la convention du 13 janvier 1995 relative à la cession par la Communauté française de ses droits dans le domaine Solvay à la Hulpe à la Région wallonne . . . . .	41
Orateur: M. Maingain.	
— sur la proposition de décret instaurant le congé politique pour être membre du Conseil ou du Gouvernement de la Communauté française . . . . .	
Vote réservé. . . . .	41
Vote sur l'ensemble . . . . .	41
Orateur: M. Monfils.	
— sur la proposition de décret instaurant le congé politique pour être membre d'une assemblée législative ou d'un Gouvernement fédéral, wallon, bruxellois, flamand, germanophone et, pour le personnel des organismes paracommunautaires, du Conseil ou du Gouvernement de la Communauté française . . . . .	
Vote réservé. . . . .	42
Vote sur l'ensemble . . . . .	42
<i>Vote par assis et levé:</i>	
— sur l'ensemble de la proposition de modification du règlement du Conseil (doc. 226) . . . . .	42
— sur l'ensemble de la proposition de modification du règlement du Conseil (doc. 231) . . . . .	42
Orateur: M. Clerfayt.	
<i>Votes nominatifs sur la proposition de résolution relative à la présence des Communautés et des Régions au Conseil interparlementaire consultatif de Benelux</i>	
Vote réservé. . . . .	43
Vote sur l'ensemble . . . . .	44
<i>Vœux</i> . . . . .	43
Orateurs: Mmes la Présidente, Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, MM. Monfils, Cheron, Janssens, Mme de T'Serclaes.	

## Présidence de Mme Corbisier-Hagon, Présidente

La séance est ouverte à 14 h 10.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

**Mme la Présidente.** — Mesdames, messieurs, la séance est ouverte.

### EXCUSES

**Mme la Présidente.** — Ont demandé d'excuser leur absence à la présente séance :

M. Damseaux, pour raisons de santé;

MM. Grafé, Dehousse, Hazette, retenus par d'autres devoirs;

M. Van der Biest, empêché;

M. Taminiaux pour raisons familiales.

### ORDRE DU JOUR

#### *Modification*

**Mme la Présidente.** — Les noms des candidats appelés à siéger à la Commission de surveillance de la législation sur la langue française ne m'étant pas parvenus, je vous propose de supprimer le point 14 de l'ordre du jour.

Personne ne demandant la parole, il en est ainsi décidé.

### QUESTIONS D'ACTUALITE

*(Art. 65 du règlement)*

**Mme la Présidente.** — L'ordre du jour appelle les questions d'actualité.

### QUESTIONS ADRESSEES A MME ONKELINX, MINISTRE-PRESIDENTE DU GOUVERNEMENT

#### QUESTION DE M. CHERON: SUBSIDIATION ET RECONNAISSANCE DES PLAINES DE JEUX EN COMMUNAUTE FRANCAISE

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Cheron pour poser sa question.

**M. Cheron.** — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, messieurs les ministres, chers collègues, ma question est centrée sur les plaines de jeux et les centres de vacances.

Madame la ministre-présidente, vous avez reçu au début de cette année un certain nombre de pétitions des organisations représentatives, tant communales qu'associatives, pétitions qui attirent l'attention sur des questions relatives à la subvention, éternel problème qui touche

notamment les centres de vacances, à la reconnaissance et à l'inspection de la part de l'ONE.

J'aimerais connaître, d'une part, les réponses que vous avez fournies à ces pétitions d'organisations qui représentent pas loin de 25 000 enfants dont la moitié ont moins de six ans et, d'autre part, les initiatives que vous entendez prendre en termes de reconnaissance, de subsidiation et d'inspection.

**Mme la Présidente.** — La parole est à Mme Onkelinx, ministre-présidente.

**Mme Onkelinx,** ministre-présidente du Gouvernement, chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé. — Dès la réception des pétitions, monsieur Cheron, j'ai fait savoir à Mme Simons, secrétaire générale du service du personnel d'animation des plaines de jeux, que je prenais toutes les dispositions pour que, notamment, les animateurs des plaines de jeux puissent être payés en temps utile. Dans le suivi de cette décision, un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars dernier a décidé des taux d'intervention pour les centres de vacances, taux qui sont passés par jour et par enfant de 28 à 30 francs. La liste de l'ensemble des centres agréés a été communiquée à l'administration. J'espère que ces subventions seront payées avant l'été.

Par ailleurs, comme vous le faites remarquer, il y a des manques au niveau de l'inspection. J'ai contacté l'ONE en lui demandant que son service d'inspection assume l'inspection des centres de vacances et des plaines de jeux pendant le prochain été. De plus, dans le nouveau cadre de l'ONE est prévu le renforcement du service d'inspection.

J'ai donc obtenu de nouveaux inspecteurs, une inspection et un nouveau taux forfaitaire.

#### QUESTION DE M. LIESENBORGH: RECONNAISSANCE DES ORGANISATIONS REPRESENTATIVES DES ETUDIANTS

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Liesenborghs pour poser sa question.

**M. Liesenborghs.** — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, messieurs les ministres, le 17 février, M. Dehaene a pris une décision que certains qualifient d'historique et qui n'était pas sans conséquence sur le fonctionnement de la Communauté française, en particulier sur les projets à rebondissements du ministre Lebrun.

Dans les jours qui ont suivi, vous avez réagi avec vigueur en multipliant les interventions, dans lesquelles vous manifestiez votre intention de veiller à ce qu'un décret fixant les conditions de reconnaissance des organisations représentatives des étudiants soit pris avant la fin de la législature. Nous n'avons pas douté un instant de votre fermeté.

Nous constatons cependant, en fin de législature, que ce décret n'a pas pu être pris. Madame la ministre-présidente, quels sont les obstacles qui vous ont empêché de l'aboutir dans votre projet que nous soutenions ?

**Mme la Présidente.** — La parole est à Mme Onkelinx, ministre-présidente.

**Mme Onkelinx**, ministre-présidente du Gouvernement, chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé. — Madame la Présidente, chers collègues, ma première réaction lors de l'annonce des élections anticipées a été de regret car la Communauté française, et son Gouvernement, avait en chantier des dossiers importants dont le décret relatif à la réorganisation de l'enseignement supérieur non universitaire dont nous discutons depuis des semaines, voire des mois, avec les organisations étudiantes avec lesquelles d'ailleurs un accord était intervenu. Le Conseil de l'éducation et de la formation était sur le point de nous rendre son avis sur le projet. Il me semblait cependant encore possible de sauver la mise par un décret consacrant la reconnaissance des organisations d'étudiants qui seraient, dès lors, appelées par le Gouvernement à donner leur accord sur toutes les questions relatives à la problématique des étudiants.

Fort de cette conviction, j'ai lancé un travail inter-cabinets, en établissant simultanément des relations avec les organisations des étudiants. J'ai malheureusement été obligée de constater qu'il n'était pas possible, dans un si court laps de temps, de concilier les différents points de vues.

Je reste entièrement favorable à ce projet. Je n'ai malheureusement pas vu venir cet avant-projet de décret que j'appelais de mes vœux. J'espère cependant que ce n'est que partie remise.

#### QUESTIONS ADRESSEES A M. TOMAS, MINISTRE DU BUDGET, DE LA CULTURE ET DU SPORT

#### QUESTION DE M. CHERON: AVANT-PROJET D'ARRETE DE COORDINATION DES DISPOSITIONS D'APPLICATION DU DECRET DU 8 AVRIL 1976 RELATIF AUX ORGANISATIONS D'EDUCATION PERMANENTE

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Cheron pour poser sa question.

**M. Cheron.** — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, monsieur le ministre, si ma question s'adresse à M. Tomas, elle n'est pour une fois pas d'ordre budgétaire puisque c'est au ministre de l'Education permanente que je m'adresse.

Le récent décret sur l'éducation permanente a fait l'objet d'arrêtés réglant les modalités d'application, notamment en matière de reconnaissance et de subvention. Il me revient qu'un avant-projet d'arrêté a été mis en discussion, notamment à l'instigation du Conseil supérieur de l'éducation populaire qui aurait remis un texte fin mars.

Le Gouvernement de la Communauté française n'est évidemment pas responsable de la dissolution des Chambres fédérales, mais je voudrais savoir quel suivi sera donné à l'arrêté actuellement en préparation. Une décision interviendra-t-elle rapidement ou le régime des affaires courantes empêchera-t-il la prise de mesures en la matière?

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Tomas, ministre.

**M. Tomas**, ministre du Budget, de la Culture et du Sport. — Madame la Présidente, je voudrais dissiper l'inquiétude de M. Cheron. Le 20 mars, le gouvernement a approuvé, en première lecture, l'arrêté modifiant les arrêtés relatifs à l'éducation permanente, après avoir consulté le Conseil supérieur et en intégrant la quasi-totalité des

suggestions émises par ce dernier. Cet avis est actuellement soumis au Conseil d'Etat.

Le but de l'arrêté est de coller le plus possible à la réalité du terrain et de mener simultanément trois opérations: l'harmonisation des dispositions en matière d'éducation permanente, la simplification des procédures et une clarification de celles-ci.

Nous entendons répondre à l'évolution constatée ces dernières années en ce qui concerne les modes de subventionnement des mouvements d'éducation permanente et alléger les procédures de façon à aboutir à une simplification de nature administrative.

Après réception de l'avis du Conseil d'Etat, le Gouvernement se réunira pour approuver l'arrêté en seconde lecture.

#### QUESTION DE M. GERMAIN DUFOUR: COMMEMORATION DU 13<sup>e</sup> CENTENAIRE DU MARTYRE DE SAINT-LAMBERT

**Mme La Présidente.** — La parole est à M. Germain Dufour pour poser sa question.

**M. G. Dufour.** — Madame la Présidente, M. le ministre a tout récemment présenté, à Liège, une remarquable conférence sur la culture de proximité. Cette conférence a réjoui nombre de personnes issues des milieux populaires et nous a rassurés car la Communauté gardait depuis longtemps le silence par rapport à des initiatives comme « SOS Mémoire de Liège » et à la démolition des vestiges de la place Saint-Lambert, qui constituaient quand même un des piliers culturels de notre ville.

Maintenant que tout a été démoli, la majorité PS-PSC de notre ville décide de commémorer le treizième centenaire de l'assassinat de Saint Lambert. Il est question de construire une fontaine et de placer une sculpture monumentale, le coût étant estimé à plusieurs dizaines de millions.

La ville de Liège, qui cherche des subsides pour ce projet, a-t-elle contacté le département « Culture » de la Communauté française?

Dans le cas de l'organisation d'un référendum destiné à permettre aux Liégeois d'exprimer leur volonté quant à la priorité d'une culture de proximité, les comités de quartier auraient souhaité obtenir l'appui de la Communauté française.

Au cas où il serait impossible d'accéder aux deux demandes précédentes, la Communauté accepterait-elle d'octroyer un petit subside qui permettrait d'organiser un « prix du public » et de demander que la fontaine soit pourvue d'eau chaude afin que les clochards puissent s'y laver et que la chape de la statue soit assez vaste pour pouvoir y abriter des sans-abri?

**Mme La Présidente.** — La parole est à M. Tomas, ministre.

**M. Tomas**, ministre du Budget, de la Culture et du Sport. — Madame la Présidente, tout au long de l'exercice de mon mandat en tant que ministre de la Culture, j'ai tenu à accorder mon attention à toutes les villes de la Communauté française. Ceci est particulièrement vrai pour la ville de Liège où je me suis rendu quatorze fois depuis mon entrée en fonction.

J'ai toujours été sensible aux projets culturels qui m'étaient présentés par la ville de Liège et j'ai toujours tenté

de trouver des solutions aux problèmes qui m'étaient soumis.

J'en viens aux questions posées par M. Dufour.

Premièrement, il n'est pas étonnant que le ministre de la Communauté française ne soit pas intervenu pour ce qui est des vestiges découverts sur le chantier de la place Saint-Lambert. Je rappelle en effet que les monuments et sites relèvent de la compétence régionale.

Deuxièmement, en ce qui concerne le projet de statue évoqué par M. Dufour, je ne suis saisi à ce jour d'aucun projet émanant de la ville de Liège. Je ne peux dès lors me prononcer sur son opportunité ni sur une éventuelle subvention de la Communauté française.

Troisièmement, il n'entre pas dans les habitudes de la Communauté française de subventionner l'organisation d'une référendum quel qu'il soit sur le plan communal. Cependant, des subventions sont accordées à différents mouvements d'éducation permanente, qui permettent à chaque citoyen de donner un avis sur tous les projets, y compris ceux de leur propre cité.

Quatrièmement, quant aux suggestions émises au sujet de la statue, il me semble que le problème des SDF est éminemment grave. Dès lors, il ne convient pas de le traiter de manière humoristique. Faire en sorte qu'une telle statue distribue de l'eau chaude et du savon et couvre de ses ailes protectrices les SDF ne me paraît pas judicieux. Il existe pour résoudre les problèmes des SDF d'autres endroits que les zones artistiques de la cité.

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Dufour pour une réplique.

**M. G. Dufour.** — Madame la Présidente, monsieur le ministre, chers collègues, par cette note humoristique, je tenais à faire comprendre que la culture de proximité devait aussi tenir compte des priorités sociales de la ville.

#### QUESTIONS ADRESSEES A M. MAHOUX, MINISTRE DE L'EDUCATION ET DE L'AUDIOVISUEL

##### QUESTION DE M. LIESENBORGHES: PAIEMENT DU PERSONNEL MI-TEMPS ACS DANS L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Liesenborghes pour poser sa question.

**M. Liesenborghes.** — Madame la Présidente, monsieur le ministre, chers collègues, le monde de l'enseignement fondamental est sous le choc, comme vous le savez. La question que je poserai, quoique périphérique, est révélatrice des problèmes qui se posent dans certaines écoles de l'enseignement fondamental.

Il me revient que trois écoles connaissent une situation problématique en ce qui concerne leur personnel. En effet, elles ont prolongé en 1994-1995 les contrats engagés en 1993-1994 avec des institutrices et instituteurs mi-temps temporaires ACS. Il a été signalé aux écoles que la prolongation de ces contrats n'était pas autorisée. Or, celles-ci, avec beaucoup de bonne foi, disent n'avoir jamais été averties de changements à cet égard.

Dès lors, pour certains institutrices et instituteurs qui fonctionnent à temps plein depuis le mois de septembre, la situation est loin d'être claire. Aucune réponse ferme n'a été donnée pour éclairer la situation et mettre éventuellement

fin à leur contrat. Ils se posent dès lors la question de savoir s'ils seront payés, si leur dossier sera débloqué et si cette situation exceptionnelle trouvera une solution. J'espère que vous pourrez m'éclairer à ce propos.

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Mahoux, ministre.

**M. Mahoux,** ministre de l'Education et de l'Audiovisuel. — Madame la Présidente, chers collègues, les conventions passées avec les Régions wallonne et bruxelloise en ce qui concerne les ACS prévoyaient bien que le personnel puisse être engagé à temps plein ou à trois quarts temps puisque j'ai souhaité que les contrats des puéricultrices passent d'un mi-temps à un trois quarts temps.

Sur 1 600 désignations d'ACS, seuls quelques cas se trouvent dans la situation que vous évoquez. En effet, les écoles avaient été averties du contenu des conventions. Si cela n'avait pas été le cas, le nombre de cas inventoriés maintenant auxquels vous faites allusion serait loin d'être aussi restreint. Dans une dizaine de cas, donc, du personnel a été engagé à mi-temps comme ACS, en complément d'ailleurs d'un engagement comme temporaire. Cela relève de la responsabilité des pouvoirs organisateurs.

Mais je ne m'abriterai pas derrière une erreur de ces derniers. Je pense que, bien entendu, tout travail mérite salaire, même si on ne peut avaliser de manière systématique des erreurs qui auraient été commises par les pouvoirs organisateurs. Dès lors, j'ai pris des contacts avec mes collègues de manière à pouvoir modifier la convention, ce qui permettra à l'administration de payer ces enseignants engagés comme ACS à mi-temps. Les contacts étant pris, j'ai bon espoir que les règlements pourront intervenir dans les prochaines semaines. Les enseignants concernés recevront les rémunérations auxquelles ils ont droit.

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Liesenborghes pour une réplique.

**M. Liesenborghes.** — Madame la Présidente, je remercie le ministre. J'espère que les enseignants concernés seront avertis rapidement de la solution annoncée par le ministre.

Cette situation m'apparaît comme révélatrice d'un problème souvent évoqué, qui est celui rencontré par certaines directions d'écoles fondamentales et certains pouvoirs organisateurs, pour maîtriser l'ensemble des questions administratives. Je ne veux pas dire que les directions d'école ne doivent pas prendre connaissance de toutes les circulaires. Mais, en l'occurrence, je constate la totale bonne foi d'une école qui se situe à la pointe de la recherche.

Le problème de l'encadrement administratif des écoles fondamentales est posé pour l'avenir.

Toutefois, je suis entièrement satisfait de la réponse du ministre pour les cas évoqués.

##### QUESTION DE M. BIEFNOT: DIFFUSION PAR LA RTBF D'UNE SEQUENCE INTITULEE «PAS DE QUESTION SANS REPONSE»

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Biefnot pour poser sa question.

**M. Biefnot.** — Madame la Présidente, monsieur le ministre, j'ai un peu l'impression de me contredire en vous posant ma question. En effet, au cours des dix dernières

années, j'ai demandé de manière constante aux membres de mon groupe de ne pas interroger le ministre de tutelle ayant en charge l'Institut public audiovisuel à propos des émissions et des programmes. En effet, monsieur le ministre, vous ou vos prédécesseurs n'êtes pas responsables de la gestion de l'institution au quotidien. Cette responsabilité relève clairement du conseil d'administration.

Cependant, j'avoue que je n'ai pas résisté à la tentation de vous poser une question à propos de cette émission assez récente qui s'appelle « Pas de question sans réponse ». Elle a lieu le matin entre 6 et 7 heures. Les auditeurs, par le biais d'un répondeur téléphonique, peuvent poser à l'équipe des journalistes du JP les questions les plus variées. Hier matin, j'ai entendu une question posée par un enfant de onze ans au sujet de l'histoire d'Agusta qu'il désirait comprendre. J'ai donc entendu cette histoire racontée aux enfants avec des mots d'une grande simplicité, un vocabulaire accessible à un enfant de cet âge. Le récit était un ensemble de certitudes et d'affirmations ne comportant pas la moindre interrogation ou réserve.

Je ne sais pas si vous avez entendu cette émission; je ne sais pas non plus si vous vous l'êtes procurée depuis que vous connaissez ma question, mais je vous demande de le faire: elle présente un intérêt certain non seulement par le texte mais aussi par le ton qui n'est manifestement pas innocent. Peut-être, par après, me donnerez-vous votre avis par écrit. Je voudrais vous faire part de trois réflexions.

1. Rien ne me permet d'affirmer que cette question a été téléguidée. Mais je me dis que ce ne serait pas impossible. Il me semble qu'à 6 h 50 du matin, ceux qui ont l'occasion d'entendre ces réponses sont davantage des gens simples, des ouvriers, dans leurs salles de bains, qui se préparent à se rendre au travail, que des enfants d'écoles primaires branchés sur les informations du premier programme.

2. Je ne sais pas comment s'effectue la sélection de ces questions; quelqu'un du service en prend sans doute la responsabilité. Mais, les jours où huit ou dix questions se bousculent sur le répondeur, comment choisit-on celle qui sera traitée le lendemain?

3. Pourriez-vous demander que, dans les annexes du rapport annuel de fonctionnement de la RTBF, figurent la liste exhaustive et journalière des questions posées, avec l'identité de leurs auteurs, et le choix de la question sélectionnée par le responsable de l'émission.

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Mahoux, ministre.

**M. Mahoux,** ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel. — Madame la Présidente, chers collègues, il se fait que j'ai entendu cette séquence, non par hasard mais parce que je suis un fidèle auditeur de la RTBF.

Je ne vous traduirai pas mes réactions personnelles. Je réponds ici es qualité. Dans votre question, monsieur Biefnot, vous avez d'ailleurs précisé que ce n'était pas le rôle du ministre d'émettre des jugements directs sur la manière dont l'information était donnée à la RTBF.

Vous avez rappelé à juste titre la règle absolue de la séparation des pouvoirs, si je puis m'exprimer ainsi.

L'administrateur général m'a signalé avoir été également alerté par les réponses à cette question, tant du point de vue de leur contenu que de leur présentation, et qu'il prendrait les mesures adéquates. Il lui paraissait que les règles n'avaient pas été parfaitement respectées en termes de traitement d'une telle séquence.

Quant à l'avenir du traitement et de la sélection des questions, quant au fonctionnement interne de l'information au sein de la RTBF, je répercuterai vos questions à l'administrateur général par le biais du représentant du Gouvernement au sein du conseil d'administration, le commissaire du Gouvernement.

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Biefnot pour une réplique.

**M. Biefnot.** — Madame la Présidente, je n'ai évidemment pas demandé au ministre de se justifier sur le contenu de l'émission.

Si cette émission se poursuit, je demande toutefois que, dans le rapport de fonctionnement, nous puissions disposer de la liste exhaustive des questions posées quotidiennement ainsi que de la question retenue.

#### QUESTION DE M. GERMAIN DUFOUR: PRECAUTIONS A PRENDRE A L'OCCASION DES DEPLACEMENTS ET ECHANGES SCOLAIRES

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Germain Dufour pour poser sa question.

**M. G. Dufour.** — Madame la Présidente, monsieur le ministre, chers collègues, l'époque des vacances de Pâques et des grandes vacances amène chaque année des échanges entre établissements de pays du nord et du sud, et c'est très heureux. Malheureusement, cette année, comme l'année dernière, les forces démocratiques kurdes nous invitent à un maximum de prudence concernant le séjour d'enfants européens en Turquie. L'emprisonnement de présumés Islamistes dans notre pays a obligé nos ministres des Affaires étrangères successifs à conseiller la même prudence à propos de déplacements en Tunisie et au Maroc.

Aujourd'hui, malgré ces appels à la prudence, je découvre avec étonnement que de nombreux établissements scolaires prévoient, cette année encore, de longs séjours à risque, me semble-t-il, en fonction des pressions politiques internationales. Ainsi, vingt enfants de Bastogne partiront ce 11 avril au Maroc. Ils se rendront dans un village berbère — ce qui en soi est très bien —, puis feront un périple dans les villes du sud du Maroc.

Votre département a-t-il pensé à rappeler les dangers encourus aux différents établissements? Par ailleurs, le département des Affaires étrangères et le vôtre ont-ils prévu un plan de crise en cas d'incidents, afin de rassurer au maximum les parents avant le départ des enfants?

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Mahoux, ministre.

**M. Mahoux,** ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel. — Madame la Présidente, l'organisation des classes de dépaysement et de voyages est régie par des circulaires qui règlent, à la fois, les conditions de durée, d'encadrement et de sécurité. Ces circulaires ne donnent aucune indication sur les pays où ces déplacements doivent être ou non effectués. Elles mentionnent cependant que des règles de sécurité élémentaires doivent être respectées en fonction de l'autonomie des pouvoirs organisateurs et sous la responsabilité des directeurs d'établissements, des enseignants qui organisent ces déplacements et des familles qui autorisent les enfants à partir. C'est dans le cadre de ces autonomies que les règles de sécurité doivent être respectées en matière de destination.



L'établissement d'une telle liste de pays « à risque » me paraît difficile dans la mesure où la situation internationale est assez mouvante.

Il me paraît davantage utile d'insister sur le respect des règles de sécurité. La prudence doit également être de mise dans le choix des destinations.

Les pouvoirs organisateurs doivent en outre assumer leurs responsabilités, leur objectif essentiel devant évidemment être d'assurer un maximum de sécurité aux jeunes voyageurs.

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Dufour pour une réplique.

**M. G. Dufour.** — Madame la Présidente, je remercie le ministre pour sa réponse.

J'ajoute néanmoins qu'il serait heureux que les différents niveaux de pouvoirs de notre pays puissent travailler en coordination. Si le ministre des Affaires étrangères invite la population adulte à prendre ses responsabilités, d'autres niveaux de pouvoir ne pourraient-ils également attirer l'attention des directeurs d'établissement sur les dangers existants ? Les directeurs d'école n'ont en effet pas toujours le temps de lire les journaux.

Dès lors, j'estime qu'une circulaire en trop n'est pas toujours inutile. En d'autres termes, il vaut mieux prévenir que guérir.

#### QUESTION DE M. GERMAIN DUFOUR: MESURES DE SECURITE POUR LES TRANSPORTS SCOLAIRES EN AUTOBUS

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Germain Dufour pour poser sa question.

**M. G. Dufour.** — Madame la Présidente, lundi dernier, à 15 h 45, un autocar transportant des enfants d'une école maternelle a pris feu sur la route qui relie Theux à Verviers.

Les enfants ont pu échapper à la mort grâce à l'aide apportée par les nombreux automobilistes qui circulent sur cette route à l'heure de pointe.

Cet accident prouve une fois de plus la « surchauffe » des autobus scolaires. A-t-il incité votre département à entamer une réflexion et à attirer de nouveau l'attention sur le ramassage scolaire ?

Les parents font confiance aux institutions et aux sociétés de transport. Il nous appartient donc d'honorer cette confiance.

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Mahoux, ministre.

**M. Mahoux,** ministre de l'Education et de l'Audiovisuel. — J'ai constaté avec soulagement que cet accident n'avait provoqué de blessure ou de brûlure à aucun enfant. Je salue par ailleurs les courageuses interventions des personnes qui se trouvaient sur les lieux.

La préoccupation permanente et essentielle d'un ministre de l'Education et de l'ensemble des membres de la communauté éducative d'ailleurs porte évidemment sur la sécurité des enfants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'école.

Dans le cas d'espèce, il ne s'agissait pas *stricto sensu* d'un autocar de ramassage scolaire. Le bus appartenait en

effet à l'université de Liège. Il avait été affrété pour des activités extrascolaires.

Je souligne par ailleurs que le problème du transport et du ramassage scolaires ne fait pas partie des compétences du ministre de l'Education mais de celles du ministre des Transports.

**M. G. Dufour.** — Quand il y aura un mort, les deux ministres seront compétents !

**M. Mahoux,** ministre de l'Education et de l'Audiovisuel. — Il s'agit de problèmes graves, monsieur Dufour. Je viens de vous dire que cette préoccupation est essentielle à mes yeux. Il est clair que la sécurité ne peut pas être prise à la légère.

Je présume que vous y êtes sensibilisé comme beaucoup de parlementaires, de ministres et de citoyens. Vous répondre de manière plus précise est impossible puisque les transports scolaires relèvent de la compétence de mon collègue de la Région wallonne.

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Dufour pour une réplique.

**M. G. Dufour.** — Madame la Présidente, compte tenu du jeune âge des élèves, il me semble que les deux ministres devraient s'entendre pour organiser les transports scolaires.

#### QUESTION DE M. LIESENBORGH: MED CONSULT

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Liesenborghs pour poser sa question.

**M. Liesenborghs.** — Madame la Présidente, je dois malheureusement reparler du dossier Med Consult.

Il ne se passe pas une semaine sans que la presse fasse état de dérapages de certains médecins engagés par Med Consult. Hier encore, le journal *La Wallonie* décrivait dans le détail une situation scandaleuse.

Je rappelle que le groupe ECOLO s'était fermement opposé à la privatisation de ce service et que nous avions prévus les dérapages qui, hélas, se produisent régulièrement et font du tort à deux professions éminentes : les médecins et les enseignants.

Je ne vous demande pas de me citer le nombre de recours qui vous sont parvenus. Je vous demande si vous ne pensez pas qu'il est temps de mettre fin au contrat qui lie la Communauté française à cette firme privée et d'envisager d'autres formules de contrôle.

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Mahoux, ministre.

**M. Mahoux,** ministre de l'Education et de l'Audiovisuel. — Madame la Présidente, je citerai malgré tout quelques chiffres concernant les contrôles et les recours : 70 000 certificats ont été rentrés, environ 6 500 contrôles ont été réalisés jusqu'à présent — c'est donc beaucoup plus qu'avant la mise en place du système actuel — et 15 recours ont été introduits.

J'admets que les recours concernent des contestations des décisions qui ont été prises par les médecins-contrôleurs et que cela ne doit pas cacher les dérapages individuels,

particulièrement en matière de comportement — et pas de procédure — de certains médecins-contrôleurs. Chaque fois qu'un problème de cette nature m'est rapporté, j'interpelle Med Consult pour qu'il soit mis fin à ces abus.

Pour le reste, il ne rentre pas dans nos intentions de mettre fin à un système de contrôle, mais bien aux abus qui ne sont le chef que de certains médecins, je le répète avec insistance.

Je compte me référer à la convention passée avec Med Consult pour une période de deux ans, qui prévoit toutefois une période d'essai d'un an et un préavis de trois mois. Celui-ci devrait donc être signifié dans le courant du mois de juillet. Soyez certain que j'agirai ainsi, compte tenu des trois éléments développés dans ma réponse, à savoir le maintien d'un contrôle efficace, la cessation de toute forme de dérapage en termes de comportement et l'évaluation qui doit être faite dans les termes prévus par la convention.

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Liesenborghs pour une réplique.

**M. Liesenborghs.** — Madame la Présidente, je remercie le ministre pour sa réponse très précise. Je tiens à souligner que je n'entendais nullement laisser supposer que des contrôles ne soient pas utiles et nécessaires. J'entends bien les délais que le ministre a rappelés et j'espère comprendre en langage diplomatique que tous les moyens seront utilisés pour que les nombreux abus et dérapages de cette année ne se reproduisent pas. Il me semble que seul un changement de système et d'organisme pourra résoudre ce problème.

#### QUESTION DE M. VAES: REPARTITION DES DOTATIONS 1995 DU FONDS DES BATIMENTS SCOLAIRES ENTRE LES DIFFERENTES PROVINCES ET LES SOCIÉTÉS DE GESTION

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Vaes pour poser sa question.

**M. Vaes.** — Madame la Présidente, je voudrais faire part au ministre de mes préoccupations concernant le problème des dotations trop limitées du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat. Je rappelle que, sur un total de 1,5 milliard, un montant variant entre 800 et 900 millions est destiné aux travaux d'urgence, d'entretien des propriétés, de construction et de rénovation et ce pour les 3 ou 4 millions de mètres carrés gérés par la Communauté française.

Je voudrais savoir comment le ministre a pu prendre en considération le souhait d'un certain nombre de sociétés de gestion des bâtiments scolaires — il en existe six — qui ont examiné la question des priorités des travaux 1995 déjà étudiées par l'administration provinciale. Il semble que certaines de ces sociétés aient envoyé au ministre des propositions et des évaluations de priorités.

J'aimerais savoir comment le ministre a tenu compte de critères de répartition équitables entre les différentes provinces pour les dotations 1995, et plus spécialement, au-delà des 400 millions quasi indispensables pour les travaux d'urgence et d'entretien normal, pour les 400 millions restants pour la construction, la rénovation et l'extension des installations.

Si le ministre a estimé devoir accorder une priorité particulière à certains travaux, quels sont ces derniers? Le cas échéant, a-t-il pris soin de motiver vis-à-vis des autres directions provinciales les choix qu'il a faits? Lorsque

plusieurs administrations travaillent pour le bien commun, il me semble en effet important de motiver les décisions prises, qui ne correspondent pas nécessairement à la répartition jugée équitable par les administrations concernées.

**Mme la Présidente.** — La parole est M. Mahoux, ministre.

**M. Mahoux,** ministre de l'Education et de l'Audiovisuel. — Madame la Présidente, M. Vaes vient de rappeler les fonds disponibles pour les demandes formulées. Je précise que, pour 1995, il a été décidé un report de la programmation 1994 qui n'a pas été effectuée, plus les travaux urgents liés à la sécurité et à l'hygiène. Ceci me paraît tout à fait indispensable.

Il y a également le cas particulier de la construction d'une école d'enseignement supérieur pédagogique, située à Namur. Il s'agit de l'ESPENA. Le nombre d'étudiants de cette école a littéralement explosé. Les locaux étaient donc devenus insuffisants et les conditions de sécurité et d'hygiène avaient été contestées à de nombreuses reprises. En 1995, il sera donc procédé à la construction de ce bâtiment.

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Vaes pour une réplique.

**M. Vaes.** — Je remercie le ministre pour sa réponse. J'insiste sur le fait qu'il est important d'envoyer un courrier à l'ensemble des sociétés et des directions provinciales pour leur signaler qu'il s'agit bien d'une décision motivée. Pour le bon fonctionnement des administrations, il est préférable qu'elles connaissent les raisons qui ont motivé une décision qui peut apparaître comme politique et donc qu'elles aient connaissance de la façon dont vous avez conçu les critères de répartition pour 1995.

#### PROJET DE DECRET PORTANT DES MESURES URGENTES EN MATIERE D'ENSEIGNEMENT

##### *Discussion générale*

**Mme la Présidente.** — L'ordre du jour appelle la discussion générale du projet de décret.

La discussion générale est ouverte.

Les rapporteurs sont MM. Deghilage et Séneca.

La parole est à M. Deghilage, rapporteur.

**M. Deghilage.** — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, messieurs les ministres, mes chers collègues, votre commission de l'Enseignement, de la Formation et de la Recherche a consacré ses réunions des 21, 28 et 30 mars à l'examen du projet de décret portant des mesures urgentes en matière d'enseignement.

Ces matières concernent, d'une part, diverses dispositions relatives à l'enseignement officiel et d'autres dispositions relatives à l'enseignement libre subventionné. Ainsi que nous en avons convenu, M. Séneca et moi-même, je vous présenterai une synthèse des travaux relatifs à l'enseignement officiel, tandis que mon collègue vous présentera les chapitres II et IV du projet de décret.

Comme l'a rappelé le ministre Mahoux, le chapitre I concerne des modifications à apporter au statut du personnel de l'enseignement officiel subventionné adopté le 6 juin 1994.

Après une analyse approfondie et d'amples discussions avec les pouvoirs organisateurs et les syndicats, il est apparu opportun de proposer deux types de modifications à ce statut.

Les unes visent à corriger le texte initial et réparer certaines omissions en vue d'apporter plus de clarté.

Les autres modifications sont plus fondamentales :

1<sup>o</sup> Elles visent à garantir la qualité de l'enseignement en imposant des critères de titre ou d'ancienneté plus contraignants pour l'exercice d'une fonction débouchant sur des possibilités de nomination l'année suivante;

2<sup>o</sup> Elles précisent pour chacun des pouvoirs publics concernés par le statut l'autorité habilitée à désigner les membres du personnel temporaire. Il importe que ces nominations puissent se faire rapidement; c'est pourquoi elles sont confiées aux organes qui ont dans leurs attributions la gestion des tâches journalières;

3<sup>o</sup> Elles clarifient les obligations des pouvoirs organisateurs en matière de réaffectation pour éviter toute discordance entre les droits du personnel réaffecté et ceux des temporaires prioritaires;

4<sup>o</sup> Elles prévoient des dispositions transitoires en matière de nomination pour la première année d'application du statut;

5<sup>o</sup> Pour l'enseignement fondamental, elles obligent à n'annoncer à la nomination que des emplois à temps plein ou des emplois à mi-temps, évitant ainsi que des nominations puissent être opérées dans des reliquats constitués de quelques périodes de cours seulement.

Enfin, elles habiliteront le nouveau Gouvernement à régler la mise en disponibilité et la réaffectation des membres du personnel de l'enseignement subventionné au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Ce projet, portant sur des mesures très diverses, n'a pas donné lieu à une discussion générale.

Lors de l'examen des articles du chapitre I, un commissaire a relevé que le sort réservé aux porteurs de titre B qui seraient temporaires prioritaires n'est nulle part explicité.

Le conseiller du ministre Mahoux a longuement répondu à cette intervention, et je vous propose de vous référer au rapport écrit pour ces explications.

A l'article 4, un amendement a été adopté en vue de combler une lacune de la législation sur l'enseignement supérieur et de respecter ainsi le principe d'égalité entre les réseaux, car le statut du libre a effectivement déjà prévu de corriger cette lacune en son article 110. L'objectif poursuivi est, par ailleurs, de stabiliser les membres du personnel dans les branches ou disciplines revendiquées par les porteurs de titres de capacités différentes, pourvu que ces titres soient néanmoins en rapport avec la spécialité visée.

A l'article 7, un amendement a également été adopté pour globaliser les emplois vacants au 1<sup>er</sup> février dans chaque fonction pour l'ensemble des établissements d'un même pouvoir organisateur situés sur le territoire de la même commune.

L'article 8 a permis de constater que, s'il y a égalité entre les trois statuts en ce qui concerne les congés de maternité et d'adoption, en revanche, la comptabilisation des congés de maladie dans l'ancienneté de service n'a pas été retenue dans le présent statut.

Un amendement visant la création d'un nouvel article a été adopté en vue de permettre que la désignation à titre temporaire de courte durée dans une fonction de promo-

tion ne requière pas les exigences de formation prévues pour cette fonction. On vise ainsi notamment le cas où il importe de remplacer temporairement un chef d'établissement malade.

Le chapitre II consacré à l'enseignement libre sera présenté par mon collègue, M. Séneca.

J'en viens à présent au nouveau chapitre III. Plusieurs amendements ont en effet été déposés par MM. Charlier et Léonard, visant à insérer un nouveau chapitre intitulé « Dispositions modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat ».

Les auteurs de ces amendements ont fait valoir que la déclaration gouvernementale du présent Gouvernement avait prévu d'accorder plus d'autonomie aux universités publiques de la Communauté française en confiant au conseil d'administration de ces universités le pouvoir de nomination des membres du personnel enseignant et scientifique définitif, ainsi que des membres du personnel administratif de niveau 1, alors que ce pouvoir est actuellement réservé au Gouvernement. C'est l'objet des amendements déposés. Toutefois, en vue de garantir l'équité et le bon déroulement des nominations, il est prévu que toute nomination doit être ratifiée par le Gouvernement dans un délai de trente jours. Passé ce délai, en l'absence de ratification, celle-ci est réputée acquise.

Il importe, ont encore souligné les auteurs, d'accorder les mêmes avantages à la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux qu'aux deux universités d'Etat. Ainsi, un amendement rend la loi organique des institutions universitaires du 28 avril 1953 applicable à la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux.

Le dépôt de ces amendements a suscité une assez vive discussion, qui n'a pas porté sur le fond des dispositions proposées, mais sur la procédure suivie.

Les membres d'un groupe ont principalement estimé que la création d'un chapitre distinct, même à l'intérieur d'un projet portant sur des matières de natures diverses rassemblées en raison de l'urgence, dépassait le cadre des modifications à proposer par voie d'amendements.

L'absence de temps laissé pour apprécier le bien-fondé des mesures proposées était également allégué.

Après un rapide échange de vues entre les membres de la commission, il fut décidé d'interrompre la discussion de ces amendements et de la reprendre lors de la dernière réunion que la commission a consacrée à ce projet de décret, afin que les commissaires aient ainsi le temps d'examiner les dispositions proposées.

Lors de la reprise des travaux sur ce sujet, l'un des auteurs, M. Charlier, a présenté l'ensemble des amendements ainsi proposés.

Mix aux voix, ceux-ci furent adoptés à l'unanimité des membres présents.

Ayant ainsi fait le tour des dispositions relatives à l'enseignement officiel contenues dans ce projet de décret, je vous propose d'entendre mon collègue M. Séneca pour la suite. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Séneca, corapporteur.

**M. Séneca,** corapporteur. — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, messieurs les ministres, chers collègues, je remercie M. Deghille pour son résumé clair et concis de la partie du décret consacré à l'enseignement officiel et de nos travaux s'y rapportant.

Nous avons, en effet, convenu de nous répartir le compte rendu des débats en distinguant ce qui concerne l'enseignement officiel, d'une part, et l'enseignement libre, d'autre part. Nous espérons, ainsi, clarifier au maximum la lecture des textes décrétaux et des documents parlementaires. La partie principale du décret porte, on l'a vu, sur des modifications statutaires concernant le personnel de l'enseignement subventionné.

Le chapitre II concerne l'enseignement libre et adapte certaines dispositions du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 qui en fixe le statut du personnel.

Dans son exposé introductif, le ministre Lebrun a expliqué la nécessité de ces modifications, principalement pour deux raisons, à savoir la mise en œuvre, depuis deux ans, du statut du personnel de l'enseignement libre et le vote, en mai 1994, du décret relatif au statut de l'enseignement officiel subventionné. Une adaptation de certains articles du décret de février 1993 s'est, en effet, avérée nécessaire, tout d'abord parce que certaines imperfections sont apparues au fil des deux années d'application. Par ailleurs, il fallait mettre le texte à égalité avec celui qui régit le statut du personnel de l'officiel subventionné.

Ce deuxième chapitre contient dix-sept articles. Ils complètent ou adaptent les dispositions actuelles du décret de 1993, principalement en ce qui concerne l'engagement à titre temporaire ou définitif dans les différentes fonctions de sélection, de promotion ou de recrutement. On retiendra, par exemple, au niveau de la fonction de sélection, l'assouplissement des conditions d'engagement à titre définitif ou la possibilité d'un recrutement externe. Cette possibilité de recrutement externe est également instaurée pour la fonction de promotion. Ces modifications s'alignent sur le décret de l'officiel subventionné. Cinq articles prévoient, par ailleurs, une série de possibilités d'extension de l'engagement à titre définitif. Enfin, l'entrée en vigueur du décret de l'officiel permet d'habiliter définitivement le Gouvernement à régler la mise en disponibilité par défaut d'emploi et la réaffectation du personnel. Le décret de 1993 devrait donc être modifié dans ce sens.

Un amendement a été déposé. L'article 20 est adopté par 14 voix et 2 abstentions. Les autres articles et l'amendement sont adoptés à l'unanimité.

Le chapitre IV du décret comprend quatre articles qui sont des dispositions diverses.

Ils concernent l'interdiction, pour la Communauté française, de subventionner de nouveaux internats, le placement auprès d'institutions de crédit dans le chef des établissements de la Communauté française et, enfin, la reconduction, pour l'année 1995-1996, du blocage de la programmation dans l'enseignement supérieur de type court.

Un nouvel article a été ajouté afin de rétablir le lien logique entre les dispositions décrétales du 22 décembre 1994 qui concernent l'enseignement artistique et les règlements qui l'organisent depuis 1970.

Les quatre articles du chapitre IV ont été votés à l'unanimité.

L'ensemble du projet de décret tel qu'amendé a été adopté à l'unanimité des 15 membres présents. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Liesenborghs.

**M. Liesenborghs.** — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, monsieur le ministre, chers collègues, la qualité et la vigueur des rapports me permettront

d'être bref. Je remarquerai simplement que, dans la majorité, les territoires des uns et des autres sont scrupuleusement respectés puisque M. Deghilage a parlé avec talent de l'enseignement officiel et M. Séneca, avec un même talent, de l'enseignement libre. Quant à moi, avec ma veste verte, je peux parler des deux.

Je voudrais seulement rappeler au ministre que les statuts qui se veulent le plus proche possible les uns des autres doivent encore être améliorés. Nous sommes loin d'être au bout du chemin. En particulier, le problème de la prise en compte des congés de maladie n'est pas réglé, et des organisations syndicales sont décidées à introduire des recours à cet effet.

Ma deuxième remarque concernera la manière dont nos travaux se sont déroulés. Je ne peux passer sous silence les conditions dans lesquelles nous avons dû examiner le dernier décret de la législature en commission de l'Enseignement. Ces conditions ont, hélas, confirmé de tristes habitudes que j'ai pu constater pendant plus de trois ans. Je n'en rappellerai que deux : la difficulté à réunir un quorum et cet extraordinaire épisode, l'apparition d'un chapitre III, un véritable nouveau décret, sous la forme d'amendements gouvernementaux de dernière minute, introduits par mes éminents collègues, MM. Philippe Charlier et Léonard, sans la mention imprimée OK mais l'ayant manifestement reçue ailleurs.

Cette méthode, qui peut blesser le parlementaire que je suis, est inacceptable parce que court-circuitant la concertation syndicale qui s'imposait. D'ailleurs, dès le lendemain, les organisations syndicales sont montées au créneau.

Ensuite, il y a eu cette manière « cocorico » d'annoncer, via la presse, aux universités de la Communauté qu'elles jouissaient d'une autonomie. En fait, elles jouissent de bien peu d'autonomie et le progrès est bien mince.

Je voudrais profiter, madame la Présidente, chers collègues, de cette dernière intervention sur un décret pour faire quelques propositions de revalorisation du travail parlementaire. Les conseillers ici présents ne seront pas très nombreux à se retrouver dans cette même assemblée. Néanmoins, je pense que les quelques propositions que je vais faire, si elles valent pour la Communauté française, peuvent valoir aussi pour d'autres assemblées.

Je sais qu'il ne sera pas facile de rénover le travail parlementaire, de le rendre plus dynamique, plus rapide, plus efficace, vu les habitudes prises par certains et le peu de renouvellement des têtes dans la constitution des listes. Mais, dans tous les partis, la résignation n'est pas permise.

Ma première proposition est de réinstaurer le débat dans les commissions. Pendant trois ans et demi, nous avons eu d'excellents débats entre les ministres et les parlementaires de l'opposition. Je rends ici hommage aux différents ministres que j'ai pu rencontrer : ils ont été très attentifs aux remarques de l'opposition.

En revanche, avec nos collègues de l'opposition, nous n'avons pas eu de véritables débats. On peut difficilement leur jeter la pierre car, au-delà de certains réveils qu'on pourrait souhaiter, des conditions structurelles au débat ne sont pas réunies.

J'évoquerai donc quelques conditions structurelles de travail qui permettraient de réinstaurer ce débat parlementaire que je souhaite.

La première condition serait d'imaginer, de rêver que les projets de la majorité soient vraiment « portés » en commission par les parlementaires de la majorité. Ce serait une manière de redonner plus de sens à leur travail et plus de dimension aux débats en commission.

Deuxième proposition : je plaide aussi pour un examen plus systématique des propositions de décret des parlementaires de l'opposition. La situation est différente d'une commission à l'autre, mais, dans la commission de l'Enseignement, nous n'avons examiné et surtout mené à terme que très peu ou aucune proposition de décret émanant de l'opposition.

Troisième proposition que je voudrais faire pour rendre les débats plus vivants, vu que la triple casquette aura disparu, qu'il n'y aura plus qu'une double casquette : nous devrions avoir plus d'occasions de rencontrer, sur des sujets importants non seulement des experts mais aussi des gens de terrain. Ces auditions, trop rares jusqu'à présent, sont souhaitées par tous les acteurs de la société civile.

Je plaide en quatrième lieu — et c'est une réforme qui peut paraître plus difficile en Communauté française — pour des commissions publiques, comme à la Chambre, où nous pourrions, entre autres, interpellier des ministres. Ainsi, ne verrions-nous plus ce triste spectacle d'interpellations développées à 8 h ou à 9 h du soir où on se sent culpabilisé de retenir en séance des collaborateurs de l'assemblée, un ministre fatigué, un ou deux chefs de groupe résignés. Je salue au passage le courage de M. Biefnot d'abord et de M. Janssens ensuite.

L'interpellation est un acte parlementaire important auquel le ministre accorde beaucoup d'attention, mais pas toujours toute celle que le parlementaire souhaiterait. A mon avis, il serait préférable de la développer en commission. Si l'on ne parvient pas à changer notre règlement dans ce sens, il faudrait que les interpellations aient lieu en séance publique à un moment plus favorable.

Nous avons assisté à une inversion assez curieuse entre les questions d'actualité et les interpellations. Les questions d'actualité deviennent nombreuses, elles s'allongent et sont parfois introduites huit jours à l'avance.

**Mme la Présidente.** — Les questions d'actualité ne durent jamais plus d'une heure, monsieur Liesenborghs.

**M. Liesenborghs.** — J'en conviens, madame la Présidente. Il me semble néanmoins assister à une inversion des priorités et des travaux. Cette situation devrait être sérieusement revue à l'avenir.

Enfin, — et toutes les propositions précédentes passent par là — je plaide pour une utilisation maximale des jours prévus pour le travail en commission — José Daras, qui n'est pas là pour l'instant, rugira très certainement en entendant mes propos, comme beaucoup d'autres parlementaires d'ailleurs —, en ce compris les vendredis et lundis, messieurs les municipalistes. Il est étonnant de constater combien nos réunions ces deux jours-là ont été exceptionnelles. On peut les compter sur les doigts d'une main !

Tout cela passe par une réduction drastique des cumuls de mandats importants. Remarquez que je n'ai pas parlé de suppression totale. Nous ne voulons pas imposer nos règles strictes aux autres, même si tous les observateurs attentifs du fonctionnement de nos assemblées s'accordent à souligner que, dans tous les partis, la qualité et l'intensité du travail parlementaire ne sont pas étrangères à l'existence ou non d'autres charges, aussi respectables soient-elles.

La résignation n'est pas permise parce que la réconciliation que nous souhaitons tous entre le monde politique et la société passe aussi par un travail parlementaire plus assidu, plus rapide, plus dynamique, plus efficace, plus soucieux du fond que de la forme, en un mot : plus professionnel. C'est ce que je vous souhaite pour la prochaine législature. (*Applaudissements sur les bancs ECOLO et divers autres bancs.*)

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Biefnot.

**M. Biefnot.** — Madame la Présidente, au nom de mon collègue M. Janssens et au mien, puisque M. Liesenborghs a bien voulu évoquer la présence assidue et appliquée des chefs de groupe, je tiens à lui rendre la politesse. Je ne suis sans doute pas le seul à regretter qu'il s'agisse aujourd'hui de sa dernière classe, dans cette assemblée et dans toutes les autres d'ailleurs. Au nom des poseurs de questions et des interpellateurs, je suggère que nous lui remettions symboliquement la coupe de champion toutes catégories et je ne parle pas seulement de ses interventions sur le plan quantitatif ! Je lui souhaite bonne chance dans la vie qui sera la sienne au lendemain des élections du 21 mai. (*Applaudissements.*)

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Philippe Charlier.

**M. Ph. Charlier.** — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, messieurs les ministres, chers collègues, le projet de décret qui nous est soumis porte sur plusieurs domaines. Les deux premiers concernent les statuts de l'enseignement officiel subventionné et de l'enseignement libre subventionné. Je ne m'y attarderai pas, me contentant de souligner que les modifications apportées vont clarifier, corriger ou préciser certaines dispositions et faciliter ainsi l'application de ces statuts.

Je voudrais, par contre, m'attacher quelque peu aux amendements déposés par la majorité et approuvés en commission, amendements qui ont permis la création d'un troisième chapitre qui modifie la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat.

Le Gouvernement avait prévu, dans sa déclaration de politique générale, d'accroître l'autonomie des institutions universitaires publiques. Ces dernières ont concrétisé leurs demandes en la matière dans un projet de modification de la loi de 1953.

Les dispositions prises par ou en vertu des lois organiques régissant les institutions universitaires publiques de la Communauté française — Université de Liège, Université de Mons-Hainaut, Faculté des sciences agronomiques de Gembloux — donnent actuellement à ces dernières une certaine autonomie de gestion. Toutefois, la majorité des décisions est actuellement réservée au Gouvernement sur la base de propositions émises par les conseils d'administration.

En particulier, il en va ainsi des nominations des membres du personnel enseignant — chargé de cours, professeur, professeur ordinaire —, des membres du personnel scientifique définitif — premier assistant, chef de travaux, agrégé — ainsi que du personnel administratif et spécialisé de niveau 1.

Le chapitre III proposé vise enfin à faire nommer les membres du personnel en question par l'institution universitaire. Toutefois, afin de garantir l'équité et le bon déroulement des nominations, ces dernières ne deviendront effectives que moyennant leur ratification par le Gouvernement dans un délai donné. Passé ce délai et en l'absence de ratification, ces nominations seront réputées acquises.

C'est une longue tradition que de permettre aux universités de choisir elles-mêmes les membres de leur institution. Il n'est donc pas nécessaire d'insister sur la portée symbolique de ce renversement de procédure.

Si le texte est approuvé, on effectuera une percée significative dans la voie de l'autonomie des institutions, tout en maintenant les pouvoirs publics dans leur rôle de garant de la procédure et de l'équité.

Par ailleurs, les institutions universitaires de la Communauté française trouvent la source de leur réglementation organique dans la loi du 28 avril 1953 sur l'enseignement universitaire par l'Etat — Liège et Mons-Hainaut — et dans la loi de décembre 1919 portant révision de la loi du 4 avril 1890 relative à l'enseignement agricole : Gembloux.

L'existence de deux législations organiques complique singulièrement la tâche des pouvoirs publics. En effet, depuis de nombreuses années, les autorités publiques aussi bien que les institutions universitaires ont voulu que soit appliqué un parallélisme complet entre les trois institutions. Cette volonté nécessite cependant un double arsenal législatif et réglementaire dont la tenue à jour est une tâche lourde et susceptible d'incohérences.

Le chapitre III proposé règle définitivement cette question en rendant applicable aux trois institutions universitaires publiques la loi organique de 1953. L'autonomie des institutions universitaires devient donc une réalité, et je m'en réjouis car nous avons toujours pensé que toutes les institutions devaient se trouver égales en droits et en obligations, ce qui implique aussi le même traitement pour les membres du personnel et pour les étudiants.

En votant ce texte, nous avons la possibilité de franchir ce pas, ce dont je me réjouis d'autant plus que nous arrivons au terme de cette législature. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Mahoux, ministre.

**M. Mahoux,** ministre de l'Education et de l'Audiovisuel. — Madame la Présidente, à la suite des travaux en commission, des excellents rapports qui viennent d'être présentés et des interventions de mes deux collègues parlementaires, je me bornerai à remercier les rapporteurs pour leur travail et à me réjouir que ce texte ait été adopté à l'unanimité en commission, comme l'avait d'ailleurs été le projet de décret relatif au statut de l'enseignement officiel subventionné.

#### *Examen et vote des articles*

**Mme la Présidente.** — Nous passons à l'examen des articles du projet de décret.

Je vous propose de prendre comme base de discussion le texte sur lequel la commission s'est prononcée.

#### **CHAPITRE 1<sup>er</sup>**

##### **Dispositions modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiaire de l'enseignement officiel subventionné**

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 24, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 6 juin 1994 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa premier,

— Dans l'enseignement préscolaire et primaire, le membre du personnel ne peut se prévaloir des 360 jours acquis dans une fonction de la même catégorie que pour devenir prioritaire dans cette fonction ou toute autre fonction pour laquelle il possède le titre requis.

— Dans l'enseignement secondaire, entrent dans le classement des prioritaires :

1<sup>o</sup> Tout membre du personnel qui compte 360 jours de service dans une fonction de la catégorie en cause et qui possède le titre requis pour la fonction qu'il postule;

2<sup>o</sup> Tout membre du personnel qui compte, parmi les 360 jours exigés, 180 jours au moins de service dans la fonction qu'il postule et pour laquelle il possède un titre suffisant A.

Les désignations se font dans le respect du classement.

Celui-ci est établi sur la base du nombre de jours d'ancienneté de service calculé conformément à l'article 34.»

— Adopté.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 25, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 4<sup>e</sup> alinéa, le mot commission est remplacé par le mot « instance ».

§ 2. L'article 25, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« S'il est temporaire prioritaire au sens de l'article 24, § 1<sup>er</sup>, la même procédure que celle prévue au 1<sup>o</sup> est appliquée, mais l'avis de la Chambre de recours lie le pouvoir organisateur. »

§ 3. A l'article 25, § 2, dernier alinéa, 3<sup>e</sup> ligne, le mot « par » est remplacé par le mot « parmi ».

— Adopté.

**Art. 3.** Un article 27bis est introduit dans le décret du 6 juin 1994 précité: il est rédigé comme suit :

« Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par pouvoir organisateur »;

— Dans l'enseignement organisé par les villes et les communes, le collège des bourgmestre et échevins;

— Dans l'enseignement organisé par les provinces, la députation permanente du Conseil provincial;

— Dans les établissements d'enseignement relevant des Centres publics d'aide sociale, le Conseil de ces institutions;

— Dans les établissements d'enseignement relevant de l'Office pour la naissance de l'enfant, le conseil d'administration de cette institution;

— Dans les établissements d'enseignement relevant des associations intercommunales, le conseil d'administration de ces institutions.

Toutefois, toute désignation effectuée par le collège des bourgmestre et échevins est soumise à la ratification du conseil communal dans un délai de trois mois.

— Adopté.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'article 28, 1<sup>o</sup>, est complété par la disposition suivante :

« Par ailleurs, toute réaffectation d'un membre du personnel mis en disponibilité auprès d'un autre pouvoir organisateur est reconduite chaque année aussi longtemps que l'intéressé n'a pas acquis 600 jours d'ancienneté au service du pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté. Ces 600 jours doivent être répartis sur trois années scolaires au moins. Ils sont calculés conformément à l'article 34. »

Toutefois, il est mis fin à cette réaffectation :

— En cas de retour du titulaire de l'emploi, si la réaffectation est temporaire;

— Si le pouvoir organisateur est tenu de réaffecter entre-temps un membre de son personnel;

— Si le pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité dispose d'un emploi vacant de la même fonction et doit mettre fin à cette disponibilité;

— Si le membre du personnel néglige de faire acte de candidature à la nomination dès qu'il remplit les conditions prévues au présent décret. L'ancienneté dont peut se prévaloir le membre du personnel à cette occasion est l'ancienneté acquise au service du pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté;

— Si le membre du personnel ne souscrit ni ne respecte les obligations reprises aux articles 6 et 14 du présent décret.

Il peut également être mis fin à cette réaffectation :

— De commun accord;

— En cas de faute grave;

— Sur décision de la commission de réaffectation compétente saisie par le pouvoir organisateur ou le membre du personnel.

§ 2. L'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 6 juin 1994 précité, est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« En ce qui concerne l'enseignement supérieur de type court et aussi longtemps qu'une spécificité de titres requis n'aura pas été définie en application de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, le porteur d'un des titres de capacité exigé par cette loi est présumé posséder le titre requis pour la spécificité qu'il a enseignée pendant 240 jours au moins, répartis sur deux années scolaires au moins. »

— Adopté.

**Art. 5.** L'article 30, 9<sup>o</sup>, est complété par la disposition suivante :

« Les 600 jours d'ancienneté acquis au service du pouvoir organisateur doivent être répartis sur trois années scolaires au moins. »

— Adopté.

**Art. 6.** Un article 30*bis* est inséré dans le décret du 6 juin 1994 précité : il est rédigé comme suit :

« Par dérogation aux dispositions de l'article 30, alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>, et pour la seule année scolaire 1995-1996, sont présumés satisfaire aux conditions de nomination au 1<sup>er</sup> octobre 1995 dans l'enseignement fondamental et au 1<sup>er</sup> novembre 1995 dans les autres niveaux d'enseignement, les membres du personnel qui ont acquis, à la fin de l'année scolaire ou académique 1994-1995, une ancienneté de 600 jours dont 240 dans la fonction considérée auprès du pouvoir organisateur. Cette ancienneté doit être répartie sur trois années scolaires au moins. »

— Adopté.

**Art. 7.** A l'article 31, un troisième alinéa nouveau est inséré : il est rédigé comme suit :

« Dans l'enseignement fondamental, les emplois d'instituteur(trice) maternel(le) et d'instituteur(trice) primaire doivent comporter une demi-charge ou une charge complète. »

L'alinéa 3 devient l'alinéa 4. Ce dernier est modifié comme suit :

« L'avis qui indique le classement des temporaires, la fonction à conférer, le volume des prestations des emplois offerts, les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites, est communiqué à tous les membres temporaires du pouvoir organisateur qui figurent au classement des prioritaires au sens des articles 24, § 1<sup>er</sup>, et 30. »

Un cinquième alinéa est ajouté au même article :

Les emplois vacants au 1<sup>er</sup> février sont globalisés dans chaque fonction pour l'ensemble des établissements d'un même pouvoir organisateur situés sur le territoire de la même commune. Sont conférés à titre définitif ceux qui demeurent vacants dans chacune des fonctions au 1<sup>er</sup> octobre suivant dans l'ensemble des établissements d'un même pouvoir organisateur situés sur le territoire de la même commune, à concurrence du nombre maximum d'emplois qui ont fait l'objet d'un appel aux candidats à la nomination au mois de mai précédent. »

— Adopté.

**Art. 8.** L'article 34, alinéa 2, est scindé en 2 alinéas nouveaux rédigés comme suit :

« Le nombre de jours acquis en qualité de temporaire dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue. »

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont englobés dans cette période d'activité, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et de printemps et les congés de maternité, d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse, et les congés exceptionnels prévus respectivement aux articles 5 et 5*bis* de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 14 janvier 1979 relatif aux congés de circonstances accordés à certains membres du personnel, temporaire des établissements d'enseignement de l'Etat. »

— Adopté.

**Art. 9.** L'article 40, 3<sup>o</sup>, est remplacé par la disposition suivante : « exercer une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le même pouvoir organisateur. »

— Adopté.

**Art. 10.** L'alinéa 2 de l'article 44 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas d'application de l'article 42, § 4, il sera réputé remplir la condition exigée à l'article 40, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, à l'expiration de la période de 6 années. »

— Adopté.

**Art. 11.** L'article 50, § 3, deuxième alinéa, du décret du 6 juin 1994, est remplacé par le texte suivant :

« Toutefois, pour toute désignation d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines, les conditions visées à l'article 49, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup>, ne sont pas exigées. »

— Adopté.

**Art. 12.** Le deuxième alinéa de l'article 52 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas d'application de l'article 50, § 4, l'agent sera réputé remplir la condition exigée à l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, à l'expiration de la période de six années. »

— Adopté.

**Art. 13.** L'article 76, 2<sup>o</sup>, est complété comme suit :

« 2<sup>o</sup> d'un président choisi parmi les magistrats en activité ou admis à la retraite. »

— Adopté.

**Art. 14.** A l'article 99, le 2<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Les articles 30, § 1<sup>er</sup>, 74, 75 et 76 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957. »

— Adopté.

**Art. 15.** 1<sup>o</sup> L'article 100, § 2, est complété comme suit :

« Les pouvoirs organisateurs peuvent néanmoins procéder à des nominations avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1995 au plus tard jusqu'au 30 juin de l'année scolaire 1994-1995. »

Par ailleurs, dans l'enseignement de promotion sociale, ces nominations peuvent être effectuées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin pour autant que les unités de formation aient été prévues avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

2<sup>o</sup> Au 2<sup>e</sup> alinéa des paragraphes 2-3 et 4, de l'article 100, les mots « visée au § 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ».

3<sup>o</sup> A l'alinéa 1<sup>er</sup> des paragraphes 3 et 4 de l'article 100, le mot « vacant » est supprimé.

4<sup>o</sup> A l'article 100, § 6, les mots « et dans l'enseignement artistique » sont insérés entre les mots « l'enseignement de promotion socioculturelle » et « avant l'entrée en vigueur du présent statut ».

— Adopté.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. L'article 101 est modifié par la disposition suivante :

« En attendant l'exécution de l'article 12bis, § 2, de la loi du 29 mai 1959, les titres de capacité requis et jugés suffisants sont considérés comme titres de capacité visés à l'article 2. »

§ 2. Un article 101bis est ajouté : il est rédigé comme suit :

« La mise en disponibilité par défaut d'emploi, la déclaration en perte partielle de charge, la réaffectation des membres du personnel mis en disponibilité et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente sont réglés par le Gouvernement. »

— Adopté.

## CHAPITRE II

### Dispositions modifiant le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidie de l'enseignement libre subventionné

**Art. 17.** A l'article 2, premier alinéa, entre les mots « ... loi du 29 mai 1959 précitée » et les mots « et les articles 10 et

17, § 4... », il y a lieu d'insérer « de l'article 15, 5<sup>o</sup>, de la loi sur l'enseignement artistique du 14 mai 1955 et de l'article 22bis de la loi du 11 juillet 1973 modifiant celle du 29 mai 1959 précitée ».

— Adopté.

**Art. 18.** A l'article 30, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 8<sup>o</sup> ne pas avoir dépassé la limite d'âge de 54 ans, sauf dispense accordée par l'Exécutif. Le cas échéant, la limite d'âge fixée au 8<sup>o</sup> peut être relevée du nombre d'années que l'intéressé peut faire valoir et qui entre en ligne de compte, pour l'ouverture d'une pension à charge du Trésor » sont supprimés.

— Adopté.

**Art. 19.** A l'article 32, § 1<sup>er</sup>, est inséré un point 6<sup>o</sup> disposant comme suit :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, s'il échet, à l'issue de l'organisation d'une unité de formation ou d'une section pour laquelle l'engagement temporaire a été conclu. »

— Adopté.

**Art. 20.** L'article 40 est remplacé par la disposition suivante :

« Le pouvoir organisateur peut engager à titre définitif dans un emploi vacant d'une fonction de recrutement conformément à la procédure prévue aux articles 43, 45 et 46 sauf :

1. S'il est tenu par les dispositions en vigueur sur la réaffectation ou la remise au travail, d'engager dans cet emploi un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi;

2. Si, alors qu'il n'est pas tenu par ces dispositions, le pouvoir organisateur engage un membre du personnel par mutation au sens de l'article 41, ou en application des articles 41bis, 41ter, 41quater et 41quinquies. »

— Adopté.

**Art. 21.** Il est inséré un article 41bis disposant comme suit :

« Le pouvoir organisateur qui a un emploi vacant à conférer peut dans le respect de l'article 45, alinéa 2, compléter la charge d'un membre de son personnel engagé à titre définitif dans une charge à prestations incomplètes par une extension de son engagement à titre définitif dans la même fonction. L'extension produit ses effets, quelle qu'en soit la date. Elle ne peut être accordée que pour autant que le membre du personnel remplisse toutes les conditions prévues à l'article 42, à l'exception du 10<sup>o</sup>. »

— Adopté.

**Art. 22.** Il est inséré un article 41ter disposant comme suit :

« Le pouvoir organisateur qui a un emploi vacant d'une fonction de recrutement à conférer peut engager à titre définitif dans cet emploi un membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion qui le demande, si aucun des membres de son personnel n'est prioritaire au sens de l'article 34, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>. L'engagement peut avoir lieu quelle qu'en soit la date. Il ne peut être accordé que pour autant que le membre du personnel remplisse toutes les conditions prévues à



l'article 42, à l'exception du 8° en ce qui concerne l'ancienneté dans la fonction et du 10°.»

— Adopté.

**Art. 23.** Il est inséré un article 41<sup>quater</sup> disposant comme suit :

« Le membre du personnel non visé au 41<sup>ter</sup> qui, dans le respect des règles du présent statut, se voit attribuer un emploi vacant pour lequel il a déjà bénéficié d'un engagement à titre définitif auprès du même pouvoir organisateur, est, s'il en fait la demande, immédiatement engagé à titre définitif dans cet emploi, quelle que soit la date. »

— Adopté.

**Art. 24.** Il est inséré un article 41<sup>quinquies</sup> disposant comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel engagé à titre définitif qui, en vertu des dispositions relatives aux mises en disponibilité et réaffectations, y compris les mesures préalables à la mise en disponibilité, se voit attribuer un emploi vacant auprès du pouvoir organisateur qui, le cas échéant, l'a placé en disponibilité ou en perte partielle de charge est immédiatement engagé à titre définitif dans cet emploi quelle que soit la date.

§ 2. Le membre du personnel engagé à titre définitif qui, en vertu des dispositions relatives à la remise au travail se voit attribuer un emploi vacant auprès du pouvoir organisateur qui l'a placé en disponibilité ou en perte partielle de charge peut, s'il en fait la demande être immédiatement engagé à titre définitif dans cet emploi quelle que soit la date. »

— Adopté.

**Art. 25.** Le texte de l'article 51 est remplacé par le texte suivant :

« § 1<sup>er</sup>. Nul ne peut être engagé à titre définitif dans une fonction de sélection s'il ne répond au moment de l'engagement aux conditions suivantes :

1° Avoir acquis une ancienneté de service de six ans au sein de l'enseignement subventionné dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion, calculée selon les modalités fixées à l'article 47.

2° Etre engagé à titre définitif dans une de ces fonctions depuis deux ans au moins dans l'enseignement subventionné.

3° Exercer une fonction comportant au moins une demi-charge dans l'enseignement subventionné.

4° Etre porteur d'un titre de capacité prévu à l'article 2 et déterminé par le Gouvernement pour la fonction de recrutement qui appartient au même niveau d'enseignement que la fonction de sélection à conférer.

§ 2. En cas d'application de l'article 53, § 2<sup>bis</sup>, le membre du personnel peut être engagé à titre définitif dans la fonction de sélection à l'expiration d'une période de six années.

Le délai de six ans est, le cas échéant, diminué du nombre d'années, au cours desquelles le membre du personnel a été titulaire à titre temporaire ou définitif d'une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion.

§ 3. Le membre du personnel qui exerce une fonction dans une école d'application dans laquelle il n'y a que des emplois de sélection dans la fonction qu'il exerce est réputé exercer la fonction de recrutement correspondante. Il peut

bénéficier d'un engagement à titre définitif dans cette fonction de recrutement dès qu'il répond aux conditions exigées à l'article 42. Il pourra prétendre à un engagement à titre définitif dans la fonction de sélection correspondante dès qu'il remplira les conditions précisées au § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.»

— Adopté.

**Art. 26.** A l'article 53, § 1<sup>er</sup>, les mots « Au plus tard à la fin... ne l'en a pas déchargé » sont remplacés par « Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le membre du personnel est au plus tard deux ans après sa désignation engagé définitivement dans la fonction de sélection s'il répond à ce moment à toutes les conditions de l'article 51 et si le pouvoir organisateur ne l'en a pas déchargé. »

A l'article 53, un § 2<sup>bis</sup> disposant comme suit est ajouté :

« A défaut de pouvoir conférer l'emploi, s'il y a lieu, à titre définitif conformément à l'article 51, § 1<sup>er</sup>, ou à titre temporaire conformément aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, le pouvoir organisateur peut recruter un membre du personnel pour autant qu'il soit satisfait aux conditions de l'article 30, § 1<sup>er</sup>. »

A l'article 53, § 2, la référence à « l'article 51, 2° et 3° » est remplacé par une référence à « l'article 51, § 1<sup>er</sup>, 3° et 4° » et au § 3, la référence à « l'article 51, 3° » est remplacée par une référence à « l'article 51, § 1<sup>er</sup>, 4° ».

— Adopté.

**Art. 27.** L'article 59 est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Nul ne peut être engagé à titre définitif dans une fonction de promotion s'il ne répond au moment de l'engagement aux conditions suivantes :

1° Etre belge ou ressortissant d'un pays membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° Etre titulaire à titre définitif depuis six ans au moins dans l'enseignement subventionné d'une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion;

3° Exercer une fonction comportant au moins une demi-charge dans l'enseignement subventionné;

4° Etre porteur d'un titre de capacité prévu à l'article 2 et déterminé par le Gouvernement pour la fonction de recrutement qui appartient au même niveau d'enseignement que la fonction de promotion à conférer.

Les conditions fixées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, ne sont pas requises pour la fonction de chef de travaux d'atelier.

Dans l'enseignement fondamental, l'ancienneté visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, doit avoir été acquise au niveau fondamental.

§ 2. En cas d'application de l'article 60, § 2<sup>bis</sup>, le membre du personnel pourra être engagé à titre définitif dans la fonction de promotion à l'expiration d'une période de six années. Le délai de 6 ans est, le cas échéant, diminué du nombre d'années précédant sans interruption l'engagement dans la fonction de promotion, au cours desquelles le membre du personnel a été titulaire à titre définitif d'une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion.

§ 3. Dans les écoles maternelles ou primaires à classe unique, ainsi que dans les écoles fondamentales comportant une seule classe du niveau primaire, le membre du personnel recruté sur base de l'article 60, § 2<sup>bis</sup>, est présumé exercer la fonction de recrutement d'instituteur

